



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**



Les juges de la Cour

La Cour pénale internationale (CPI) compte 18 juges, lesquels sont élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée des États parties (AEP) au Statut de Rome, l'instrument constitutif de la Cour. Les juges ne peuvent pas être réélus.

Les juges sont choisis parmi des personnes jouissant d'une haute considération morale, connues pour leur impartialité et leur intégrité et réunissant les conditions requises dans leurs États respectifs pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires. Ils ont soit une compétence reconnue dans les domaines du droit pénal et de la procédure pénale ainsi que l'expérience nécessaire du procès pénal, que ce soit en qualité de juge, de procureur ou d'avocat, ou en toute autre qualité similaire, soit une compétence reconnue dans des domaines pertinents du droit international, tels que le droit international humanitaire et le droit relatif aux droits de l'Homme, ainsi qu'une grande expérience dans une profession juridique présentant un intérêt pour le travail judiciaire de la Cour. Tous ont une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour, qui sont l'anglais et le français.

Tout candidat à un siège à la Cour doit avoir la nationalité d'un État partie au Statut de Rome. Les candidats sont présentés par

les États parties. Chaque État partie peut présenter la candidature d'une personne à une élection donnée, mais cette personne n'a pas nécessairement sa nationalité. Il ne peut y avoir parmi les juges de la Cour plus d'un ressortissant du même État.

Les juges sont élus au scrutin secret lors d'une réunion de l'AEP convoquée à cet effet. Sont élus les 18 candidats ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé et la majorité des deux tiers des États parties présents et votants.

L'élection des juges tient compte de la nécessité d'assurer la représentation des principaux systèmes juridiques du monde de même qu'une représentation équitable des hommes et des femmes et une répartition géographique équitable. En outre, neuf juges au moins doivent avoir une expérience pertinente en droit pénal et en procédure pénale, et cinq juges au moins doivent avoir une compétence reconnue dans des domaines pertinents du droit international.

Les juges exercent leurs fonctions en toute indépendance. Ils n'exercent aucune activité qui pourrait être incompatible avec leurs fonctions judiciaires ou faire douter de leur indépendance. Avant de prendre leurs fonctions, ils prennent en séance publique l'engagement solennel d'exercer leurs attributions en toute impartialité et en toute conscience.

Un juge ne peut pas participer au règlement d'une affaire dans laquelle son impartialité pourrait raisonnablement être mise en doute pour un motif quelconque.

Les juges élisent parmi eux le Président et les deux vice-présidents de la Cour. La Présidence peut proposer d'augmenter le nombre de juges en motivant sa proposition. Dans ce cas, le Greffe communique cette proposition à tous les États parties, en vue de son examen final par l'Assemblée.

Les Chambres de la Cour s'organisent en trois sections : la Section préliminaire, la Section de première instance et la Section des appels. L'affectation des juges aux différentes sections se fait en tenant compte de la nature des fonctions assignées à chacune d'elles, ainsi que des compétences et de l'expérience des juges, de telle sorte que chaque section comporte la proportion voulue de spécialistes du droit pénal et de la procédure pénale et de spécialistes du droit international.

Bien que les juges ne soient pas rééligibles, un juge affecté à une chambre de première instance ou à la Chambre d'appel qui a commencé à connaître d'une affaire peut rester en fonctions au terme de son mandat, et ce, jusqu'à la conclusion de l'affaire en question.



Mme la juge Tomoko Akane (Japon), Présidente

Entrée en fonctions le 11 mars 2018 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section préliminaire. Élu(e) parmi le Groupe des États d'Asie (liste A).

Avant de prendre ses fonctions à la CPI en 2018, la juge Akane a été ambassadrice pour la coopération judiciaire internationale, chargée de promouvoir la coopération internationale pour un développement harmonieux des systèmes de justice, et procureure au Bureau du procureur général du Japon. Nommée procureure en 1982, elle a exercé ses fonctions auprès de plusieurs parquets, allant des bureaux du procureur de district au Bureau du procureur général du Japon, et dans d'autres institutions juridiques. Elle jouit d'une expérience dans divers types d'affaires pénales, en matière d'enquête, de poursuites, de procès en première instance et d'appel. Elle a également participé à des activités législatives, dont la révision de la loi sur la délinquance juvénile, et à la formation des procureurs. Dans le cadre de ses fonctions à l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient, qui fait partie des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, et à l'Institut de recherche et de formation du Ministère japonais de la justice, la juge Akane a contribué pendant plus de neuf ans à la fourniture d'une assistance judiciaire technique et au renforcement des capacités à l'intention des praticiens du droit et de la justice pénale, dont des procureurs et des juges d'autres pays. La juge Akane a également acquis une expérience dans le monde universitaire, enseignant la pratique de la justice pénale à la faculté de droit de l'Université de Nagoya et à celle de l'Université de Chukyo de 2005 à 2009.



M. le juge Rosario Salvatore Aitala (Italie), Premier vice-président

Entré en fonctions le 11 mars 2018 pour un mandat de neuf ans. Affecté à la Section préliminaire. Élu(e) parmi les candidats du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (liste A).

Avant de prendre ses fonctions à la CPI en 2018, le juge Aitala a été procureur principal à Rome, où il traitait d'affaires concernant le terrorisme international et la criminalité internationale, et participé à la coopération internationale en matière pénale. Il a également été, en matière de questions internationales et juridiques, le premier conseiller du Président du Sénat italien, deuxième personnalité politique en Italie. Le juge Aitala a près de 30 ans d'expérience dans les domaines du droit, des phénomènes criminels, des droits de l'homme et des relations internationales. Après sa réussite au concours de juge, il a occupé plusieurs postes judiciaires à Milan, Trapani (Sicile) et Rome, principalement dans les domaines de la lutte contre la mafia, le crime organisé, le terrorisme international, la corruption, les crimes financiers et les infractions commises contre les personnes vulnérables. Au cours de sa carrière, le juge Aitala a réalisé plus de cent missions de courte et moyenne durée en tant qu'expert, consultant et maître de conférences en droit pénal, droit international, droit international pénal, crime organisé, terrorisme, blanchiment d'argent, droits de l'homme et renforcement des institutions, et ce, dans une trentaine de pays d'Amérique du Sud et centrale, des Caraïbes, des Balkans, d'Europe orientale, d'Asie et du Moyen-Orient, pour le compte de plusieurs institutions internationales dont les Nations Unies, l'Union européenne et le Conseil de l'Europe. Il a également beaucoup enseigné et mené des recherches approfondies dans les domaines du droit pénal, du droit international, de la géopolitique et des relations internationales dans un grand nombre d'établissements universitaires, dont la LUISS Guido Carli à Rome, la Deuxième Université de Naples, et l'Université Tor Vergata de Rome. Il est professeur honoraire de droit pénal à l'Université de Buenos Aires et à l'Académie Arben Zylyfari à Tirana.



Mme la juge Reine Alapini-Gansou (Bénin), Seconde vice-présidente

Entrée en fonctions le 11 mars 2018 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section préliminaire. Élu(e) parmi le Groupe des États d'Afrique (liste B).

Avant de prendre ses fonctions à la CPI en 2018, la juge Reine Alapini-Gansou a passé 12 ans à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, en qualité de Présidente (2009-2012) et de Rapporteuse spéciale sur les défenseurs des droits de l'homme en Afrique (2005-2009 et 2012-2017). Elle a été membre de plusieurs commissions des Nations Unies chargées d'enquêter sur des violations des droits de l'homme et a présidé le groupe de travail conjoint sur les procédures spéciales des Nations Unies et de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. En 2011, elle a été nommée juge à la Cour permanente d'arbitrage. Auteur ou coauteur de plusieurs publications, elle a enseigné à l'Université Abomey-Calavi au Bénin. Elle est titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) délivré conjointement par les universités de Maastricht (Pays-Bas), de Lomé (Togo) et du Bhoutan, ainsi que d'un diplôme de common law de l'Université de Lyon 3 (France). Elle a également obtenu une maîtrise en droit des affaires et carrières judiciaires de l'Université nationale du Bénin. La juge Alapini-Gansou est aussi titulaire de plusieurs diplômes dans le domaine du droit international des droits de l'homme (1993-2002) délivrés par l'African Institute of Human Rights de Banjul, l'Institut international des droits de l'homme – Fondation René Cassin de Strasbourg et l'Organisation internationale de droit du développement de Rome. La juge Alapini-Gansou a été admise au barreau du Bénin en 1986. Elle a travaillé pour l'Association Avocats sans frontières (ASF) Belgique dans le cadre du projet « Justice pour tous au Rwanda » en 2001. Elle est aussi membre du Barreau pénal international.



Mme la juge Luz del Carmen Ibáñez Carranza (Pérou)

Entrée en fonctions le 11 mars 2018 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section des appels. Éluë parmi le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (liste A).

Avant de prendre ses fonctions à la CPI, la juge Ibáñez Carranza était procureure principale auprès de la juridiction nationale spécialisée dans les poursuites en matière de crimes tels que le terrorisme, les violations graves des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité. Elle a de plus exercé les fonctions de coordinatrice des 17 services chargés des poursuites au sein de ladite juridiction. En sa qualité de procureure, la juge Ibáñez Carranza a mis en œuvre un certain nombre de mesures relatives aux réparations en faveur des victimes, notamment des mesures destinées à apporter un soutien dans les domaines suivants : la recherche des personnes disparues, la récupération et l'identification de restes humains dans les charniers ; l'organisation de cérémonies pour la présentation d'excuses publiques de l'État péruvien aux victimes et la restitution des restes des victimes à leurs familles ; et le sauvetage d'enfants enlevés par les groupes armés. Au cours de sa carrière, la juge Ibáñez Carranza a été nommée à plusieurs reprises déléguée du Pérou auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, du Comité interaméricain contre le terrorisme et d'autres institutions internationales. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit pénal et d'un doctorat en droit de l'Universidad Inca Garcilaso de la Vega, au Pérou. Elle a obtenu sa licence en droit et sciences politiques à l'Universidad Nacional de Trujillo. Elle a enseigné le droit à l'université pendant 22 ans, notamment le droit pénal, la procédure pénale et le droit relatif aux droits de l'homme.



Mme la juge Solomy Balungi Bossa (Ouganda)

Entrée en fonctions le 11 mars 2018 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section des appels. Éluë parmi le Groupe des États d'Afrique (liste A).

Avant de prendre ses fonctions à la CPI en 2018, la juge Solomy Balungi Bossa a occupé les fonctions de juge au Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux de l'ONU (2012-2018), à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (2014-2018) et à la Cour d'appel de l'Ouganda (2013-2018). Auparavant, elle avait été juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda (2003-2013), à la Cour de justice de l'Afrique de l'Est (2001-2006) et à la High Court de l'Ouganda (1997-2013). Avant d'être juge, elle a exercé comme avocate dans un cabinet privé (1988-1997) et enseigné au *Law Development Centre* en Ouganda (1980-1997). Pendant cette période, elle a été militante des droits de l'homme et a représenté des femmes indigentes devant les tribunaux. Elle a également fondé ou présidé un grand nombre d'organisations non gouvernementales s'intéressant aux questions juridiques et aux droits de l'homme, notamment celles venant en aide aux personnes atteintes du VIH et du SIDA. La juge Bossa a également été vice-présidente de l'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau (1993-1999), présidente des services d'aide judiciaire du *Law Development Centre* (1999-2001), présidente du *Uganda Law Society* (1993-1995), ainsi que présidente d'instances gouvernementales dont le *Uganda Law Council* (1998-2003) et le *National Steering Committee on Community Service* (1997-2000). Elle est membre de l'Association internationale des femmes juges et de l'*African Centre for Democracy and Human Rights*, et membre honoraire de la Commission internationale des juristes.



Mme la juge Kimberly Prost (Canada)

Entrée en fonctions le 11 mars 2018 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section de première instance. Éluë parmi le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (liste A).

Avant de prendre ses fonctions de juge à la CPI, la juge Kimberly Prost était chef de cabinet du Président de la Cour pénale internationale pendant deux ans. Avant de rejoindre la Cour, elle a été nommée en 2010 première médiatrice pour le Comité des sanctions contre Al-Qaida (Conseil de sécurité). En juillet 2006, elle a été élue par l'Assemblée générale des Nations Unies et désignée juge ad litem au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, où elle a siégé dans une chambre saisie d'une affaire concernant plusieurs accusés (Popović et consorts) et portant sur des événements survenus à Srebrenica et Žepa. Au début de sa carrière, la juge Prost a travaillé pendant 18 ans au Ministère canadien de la justice, intervenant à tous les niveaux de juridiction au Canada, dont la Cour suprême. Pendant sept ans, elle a été directrice du Groupe d'entraide internationale, qui est responsable au Canada des questions d'extradition et d'entraide judiciaire. Elle a participé à la négociation de plus de 40 traités bilatéraux d'extradition et d'entraide judiciaire, et elle a été membre de la délégation canadienne lors des négociations sur le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et les documents connexes, ainsi que sur les conventions des Nations Unies contre la criminalité transnationale et la corruption. La juge Prost a également occupé des postes d'encadrement au sein du Secrétariat du Commonwealth et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, mettant en œuvre un large éventail de programmes destinés aux États concernant la coopération internationale, le blanchiment d'argent, la confiscation des biens, la lutte contre le terrorisme, l'application du Statut de Rome, et la lutte contre le crime organisé et la corruption. La juge Prost a obtenu son diplôme de la faculté de droit de l'Université du Manitoba, assorti d'un prix (médaille d'or).



Mme la juge Joanna Korner (Royaume-Uni)

Juge à compter du 11 mars 2021 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section de première instance. Élu parmi les candidats du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (liste A).

Mme la juge Joanna Korner CMG QC exerce le droit pénal depuis plus de 45 ans en tant que juge et avocate. Avant de prendre ses fonctions à la CPI, elle a siégé, à partir de 2012, au sein de la Crown Court d'Angleterre et du Pays de Galles, connaissant des affaires pénales les plus graves et les plus complexes (fraudes et homicides notamment). En tant que Queen's Counsel depuis 1993, elle a également assuré les fonctions de l'accusation ou de la défense dans de nombreuses affaires jugées devant des juridictions anglaises et galloises. Elle possède huit ans d'expérience (1999-2004 et 2009-2012) comme premier substitut du Procureur au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, dirigeant notamment les poursuites dans les affaires *Le Procureur c. Mićo Stanišić et Stojan Župljanin*, *Le Procureur c. Radoslav Brđjanin et Momir Talić*, et *Le Procureur c. Milomir Stakić*. Experte reconnue dans le domaine, la juge Korner a participé en tant qu'organisatrice et formatrice à de nombreux programmes de formation en droit international pénal et en plaidoyer destinés à des juges et des avocats du monde entier. Entre 2004 et 2005, elle a assuré les fonctions de conseillère juridique principale du Procureur général de Bosnie-Herzégovine pendant la mise en place de la division des crimes de guerre du Bureau du Procureur général de ce pays. Mme la juge Korner a étudié le droit à la Inns of Court School of Law. En 2004, elle a été faite Compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (« CMG ») pour sa contribution au droit international.



M. le juge Gocha Lordkipanidze (Géorgie)

Juge à compter du 11 mars 2021 pour un mandat de neuf ans. Affecté à la Section des appels. Élu parmi les candidats du Groupe des États d'Europe orientale (liste B).

M. le juge Lordkipanidze possède une longue expérience dans le domaine du droit international en tant que haut fonctionnaire, diplomate et professeur de droit. Avant de prendre ses fonctions à la CPI, il a été ministre de la justice (depuis 2020) et ministre délégué à la justice (2012-2020) en Géorgie. De 2018 à 2021, il a été membre du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, représentant le Groupe des États d'Europe orientale. Au cours de sa carrière, M. le juge Lordkipanidze a exercé plusieurs fonctions au sein du ministère géorgien des affaires étrangères (1991-2005), où il était notamment chargé des relations avec les organisations internationales, ainsi qu'avec les cours et les tribunaux internationaux. Il a participé de près aux négociations du Statut de Rome, puis il a représenté la Géorgie au cours des travaux de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale à New York (1999-2002) sur l'Accord négocié régissant les relations entre la Cour pénale internationale et l'Organisation des Nations Unies, le Règlement financier et règles de gestion financière de la Cour, l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour, le Règlement de procédure et de preuve, et le crime d'agression. M. le juge Lordkipanidze a étudié le droit à l'Université d'État de Tbilissi et obtenu plusieurs masters en droit international délivrés par l'Université de l'Essex et par la faculté de droit de Harvard. Il a également été doctorant en droit à la Fordham Law School et il a enseigné le droit international dans plusieurs universités, en Géorgie et à l'étranger. Il a été membre suppléant de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), membre de la Commission pour l'égalité de genre du Conseil de l'Europe et il a siégé au comité de la Croix-Rouge géorgienne.



Mme la juge María del Socorro Flores Liera (Mexique)

Juge à compter du 11 mars 2021 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section préliminaire. Éluée parmi le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (liste B).

Avant de prendre ses fonctions à la CPI, la juge Socorro Flores Liera a fait une brillante carrière au Ministère mexicain des affaires étrangères, où elle a occupé plusieurs postes de haut niveau, dont récemment (2017-2021) celui de représentante permanente du Mexique auprès de l'ONUG et d'autres organisations internationales sises à Genève. Entre autres fonctions, elle a été Vice-Présidente du Conseil des droits de l'homme pour 2020. En tant que membre de la délégation mexicaine, la juge Flores Liera a été étroitement associée au processus de création de la Cour pénale internationale à partir de 1995, et a notamment participé aux négociations qui ont mené à l'adoption du Statut de Rome ainsi que des Éléments des crimes et du Règlement de procédure et de preuve. Elle a été la première à diriger le bureau de liaison de la Cour pénale internationale auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, et a coordonné les échanges entre les deux organisations. La juge Flores Liera a exercé les fonctions d'avocate et de conseillère pour le Mexique dans le cadre de la procédure portée devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire « Avena » (Mexique c. États-Unis d'Amérique). Elle a participé aux négociations relatives à plusieurs instruments internationaux dans le domaine du droit international public, et a présidé le Comité de rédaction de la trente-troisième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. La juge Flores Liera a étudié le droit à l'Université ibéro-américaine et à la faculté de droit de l'Université nationale autonome du Mexique, où elle s'est spécialisée en droit international public. Elle a notamment publié des travaux dans le domaine du droit international pénal, de la coopération internationale et du changement climatique. Elle est membre de la branche mexicaine de l'Association de droit international.



M. le juge Sergio Gerardo Ugalde Godínez (Costa Rica)

Juge à compter du 11 mars 2021 pour un mandat de neuf ans. Affecté à la Section préliminaire. Élu parmi les candidats du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (liste B).

Avant de prendre ses fonctions à la CPI, le juge Sergio Gerardo Ugalde Godínez était maître de conférences en droit international à l'Université pour la paix au Costa Rica (de 2019 jusqu'à ce jour) et Ambassadeur du Costa Rica aux Pays-Bas (2014-2018). Il a été Vice-Président de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome et coordonnateur du Groupe de travail de La Haye du Bureau de l'Assemblée de 2016 à 2018. Pendant plus de 17 ans, le juge Ugalde a été le coordonnateur de la commission de droit international du Ministère costaricien des affaires étrangères et du culte et, à ce titre, a exercé la fonction de conseiller principal pour l'exercice et la promotion du droit international public, du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et pour la promotion de la politique étrangère du Costa Rica en matière de défense des droits de l'homme et de résolution de conflits par le droit international. Il a conseillé et représenté le Costa Rica dans le cadre d'affaires portées devant la Cour permanente d'arbitrage, la Cour centraméricaine de justice, les instances du système interaméricain des droits de l'homme (dont la Cour interaméricaine des droits de l'homme), la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale. Il a également représenté le Costa Rica auprès de la Conférence de La Haye de droit international privé, et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Le juge Ugalde a étudié le droit à l'Université du Costa Rica et à l'Université d'Oxford. Il est membre du barreau du Costa Rica, de l'Association de droit international (Londres) et du barreau américain. Il est en outre, depuis 2005, membre de la Cour permanente d'arbitrage.



Mme la juge Miatta Maria Samba (Sierra Leone)

Entrée en fonctions le 11 mars 2021 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section de première instance. Éluée parmi le Groupe des États d'Afrique (liste A).

Avant de prendre ses fonctions à la CPI, la juge Miatta Maria Samba siégeait en tant que juge de haut rang dans le système judiciaire sierra-léonais, plus récemment comme juge de la Cour suprême de la Sierra Leone (2021) et avant cela en tant que juge de la Cour d'appel (2019) et de la Haute Cour (2015-2019), statuant sur des affaires pénales complexes, notamment en rapport avec la corruption, le vol et les violences sexuelles. Avant cela, au sein de l'Anti-Corruption Commission of Sierra Leone, elle a dirigé les poursuites dans des affaires très médiatisées, et elle a également représenté, à titre bénévole, des victimes d'infractions sexuelles, en particulier des mineurs. Dans son pays, la juge Samba est présidente du Legal Aid Board, qui est chargé du contrôle de l'aide juridictionnelle accordée aux personnes indigentes. Elle a enseigné le droit pénal au Fourah Bay College de l'Université de la Sierra Leone. La juge Samba possède une vaste expérience des institutions de justice pénale internationale. Elle a été juge du Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone à compter de janvier 2020 et, de 2006 à 2010, elle a travaillé en Ouganda pour le Bureau du Procureur de la CPI en tant que fonctionnaire chargé des opérations hors siège. De 2002 à 2006, au Bureau du Procureur du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, elle a participé aux enquêtes, aux poursuites et à la gestion des dossiers en matière de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. La juge Samba est titulaire d'un LL.B (Hons) et d'une licence de l'Université de la Sierra Leone, d'une licence d'*utter barrister* de la *Sierra Leone Law School* et de deux LL.M, l'un du *Centre for Human Rights* (Université de Pretoria), l'autre du *Centre for Petroleum Law and Mining* (Université de Dundee). Elle est membre de l'Association internationale des femmes juges et de la *Commonwealth Magistrates' and Judges' Association*.



Mme la juge Althea Violet Alexis-Windsor (Trinité-et-Tobago)

Juge à compter du 11 mars 2021 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section de première instance. Éluée parmi le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (liste A).

Avant de prendre ses fonctions à la CPI, la juge Althea Alexis-Windsor siégeait depuis 2013 en tant que juge à la Cour suprême de la République de la Trinité-et-Tobago, où elle statuaient au stade préliminaire et de première instance dans des affaires complexes de meurtre, d'infractions sexuelles et de stupéfiants. Avant cela, elle exerçait les fonctions de substitut du Procureur et de substitut du Procureur en appel au Tribunal pénal international pour le Rwanda (2004-2013), où elle a participé en première instance et en appel aux poursuites de haut niveau menées dans plusieurs affaires de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de génocide, concernant notamment des accusations de violences sexuelles. La juge Alexis-Windsor a en outre exercé les fonctions de Procureur général et occupé plusieurs autres postes au sein du ministère public de la Trinité-et-Tobago ; elle a également été Directrice adjointe de l'unité des droits de l'homme au Ministère de la justice, et a aussi travaillé dans un cabinet d'avocats. La juge Alexis-Windsor a étudié le droit à l'Université des Indes occidentales ainsi qu'à la *Hugh Wooding Law School*, et a obtenu un LL.M à l'Université d'Utrecht. Elle a également participé à des séminaires sur un large éventail de sujets au *Judicial Education Institute of the Judiciary* de la Trinité-et-Tobago. Elle est membre de la *Caribbean Association of Women Judges*.



M. le juge Keebong Paek (République de Corée)

Juge à compter du 11 mars 2024 pour un mandat de neuf ans. Affecté à la Section première instance. Élu parmi les candidats du Groupe des États d'Asie (liste A).

Le juge Keebong Paek a débuté sa carrière juridique en 1992 au poste de procureur de la République de Corée. Très attaché à la justice, il a mené des enquêtes approfondies, exercé des poursuites dans des affaires pénales et supervisé des procès se rapportant à un large éventail de crimes. Il a également exercé les fonctions de directeur adjoint puis de directeur au sein du Ministère de la justice. Dans le cadre de ces fonctions, il avait pour mission de gérer les questions se rapportant à la CPI, de rédiger la loi de mise en œuvre du Statut de Rome dans le cadre de la ratification de ce traité par la Corée, et de représenter son pays lors des sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale et de la Conférence de révision de Kampala. Outre ses activités professionnelles en Corée, le juge Paek a travaillé à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (au siège et au bureau régional de la Section pour l'Asie du Sud et de l'Est et pour le Pacifique). Il a apporté un appui crucial aux États membres dans la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, avec un accent sur le renforcement des capacités en matière d'application de la loi. Après avoir exercé les fonctions de procureur pendant 22 ans, le juge Paek a quitté le secteur public pour le secteur privé et rejoint le cabinet Kim & Chang en 2014 en qualité d'avocat. Il s'est spécialisé dans l'application des lois et la conformité aux règlements, s'intéressant plus particulièrement à la criminalité en col blanc, à l'extradition, à l'entraide judiciaire et au recouvrement transfrontière des avoirs. Il a également joué un rôle déterminant en aidant des entreprises à mettre en place des systèmes de contrôle de conformité et à mener des enquêtes internes. Le juge Paek a étudié le droit à l'Université nationale de Séoul. Il est titulaire d'un LLM délivré par la faculté de droit de Columbia et d'un doctorat obtenu auprès de l'Université Hanyang. Il a consacré sa thèse au droit de la preuve à la CPI. Il est également l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur le droit international pénal.



M. le juge Erdenebalsuren Damdin (Mongolie)

Juge à compter du 11 mars 2024 pour un mandat de neuf ans. Affecté à la Section des appels. Élu parmi les candidats du Groupe des États d'Asie (liste A).

M. le juge Erdenebalsuren Damdin a plus de 30 ans d'expérience de la justice pénale, en tant que juge, procureur et conseil de la défense dans des procédures pénales. Avant de prendre ses fonctions à la CPI, il a été pendant plus de 12 ans juge à la Cour suprême de Mongolie où il a connu d'affaires graves et complexes, dont des affaires de meurtre et d'autres relatives à l'exonération de victimes de génocide et de crimes contre l'humanité. Auparavant, le juge Damdin a exercé de hautes fonctions au sein du ministère public de Mongolie, du poste de procureur au niveau provincial à celui de procureur en chef au Bureau du Procureur général de Mongolie. Il a également exercé comme avocat pendant 10 ans, au cours desquels il a assuré la représentation de clients dans le cadre de procédures pénales. Outre son expérience de la pratique du droit, le juge Damdin a grandement contribué au processus de réforme juridique en Mongolie, en fournissant des avis d'expert et des services de conseil concernant la législation visant à renforcer le système national de justice pénale. En tant qu'expert de renom, il a organisé de nombreux programmes de formation à l'intention de juges et d'avocats pendant de nombreuses années et y a dispensé des enseignements, en droit pénal, en procédure pénale et sur l'état de droit. Il a étudié le droit à la faculté de droit de l'Université d'État d'Irkoutsk, et est titulaire d'un diplôme de droit et d'un LLM. Le juge Damdin est membre du Barreau de Mongolie.

Mme la juge Iulia Motoc (Roumanie)

Juge à compter du 11 mars 2024 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section préliminaire. Éluée parmi le Groupe des États d'Europe Orientale (liste B).

Avant de prendre ses fonctions à la CPI, la juge Iulia Motoc a été juge à la Cour européenne des droits de l'homme (2013-2023) et professeur de droit international. Elle a exercé les fonctions de Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre en République démocratique du Congo. La juge Motoc est membre de l'Institut de droit international. En tant que juge à la Cour constitutionnelle de la Roumanie et juge à la Cour européenne des droits de l'homme, la juge Motoc a connu d'affaires graves et complexes portant notamment sur la corruption, les violences sexuelles, le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. On peut citer à titre d'exemple l'affaire *Drelingas c. Lituanie* et des affaires opposant des États telles que les affaires *Ukraine et Pays-Bas c. Russie* ou *Chiragov et autres c. Arménie* et *Sargsyan c. Azerbaïdjan*. La juge Motoc possède une vaste expérience de différents systèmes juridiques. Elle a été membre et Vice-Présidente, du Comité des droits de l'homme des Nations Unies chargé d'examiner le droit à la vie, les disparitions forcées et d'autres violations massives des droits de l'homme qui relèvent également de la compétence de la CPI. Elle a été membre et Présidente de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, un organe de l'ONU. Elle est également coauteur du rapport de l'ONU sur le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones, et des principes directeurs de l'ONU sur l'extrême pauvreté. La juge Motoc est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Bucarest (1989), ainsi que d'une maîtrise (1991) et d'un doctorat (1996) en droit international de l'Université Paul Cézanne, Aix-Marseille III. Elle a également obtenu un doctorat en philosophie à l'Université de Bucarest (1999) et a été chercheur principal à la faculté de droit de l'Université de New York (2003-2004) et à la faculté de droit de l'Université Yale (2004-2007). Elle a travaillé comme professeur invité dans un certain nombre d'établissements dont l'Institut universitaire européen de Florence, l'Université Paris I et l'Académie de droit international de La Haye. Elle est l'auteur de plus de 80 publications.



M. le juge Haykel Ben Mahfoudh (Tunisie)

Entré en fonctions le 11 mars 2024 pour un mandat de neuf ans. Affecté à la Section préliminaire. Élu parmi le Groupe des États d'Afrique (liste B).

Le juge Haykel Ben Mahfoudh est un spécialiste du droit international, détenteur d'un doctorat de l'université de Carthage depuis 2005. Sa carrière académique a débuté en 1996 et l'a mené à devenir professeur des universités en 2015, suite à l'obtention de l'agrégation en droit public en 2009. En parallèle de ses fonctions académiques, le juge Ben Mahfoudh a occupé plusieurs postes de direction. Il a dirigé la Mission Universitaire de Tunisie en Amérique du Nord et a été à la tête du Laboratoire de recherche en droit international et européen et relations Maghreb-Europe. Il est également régulièrement invité en tant que professeur dans des universités étrangères, notamment en France, en Italie et au Liban. Ses travaux de recherches portent sur une variété de sujets, dont la protection de l'environnement en temps de conflit armé, les droits des victimes, la réforme du secteur de la sécurité, les droits de l'homme et les transitions démocratiques dans le monde arabe. En tant qu'expert international, il a occupé des postes de conseiller principal pour des organisations telles que le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) à Genève et a assumé la fonction de chef de mission à Tunis. Il a également travaillé à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (UNAMI) et est expert international auprès d'International IDEA, contribuant au projet de dialogue politique au Yémen. En outre, le juge Ben Mahfoudh est avocat inscrit au Barreau de Tunis depuis 1996 et est membre du Bureau directeur de l'Association Tunisienne pour les Nations Unies (ATNU).



M. le juge Nicolas Guillou (France)

Entré en fonctions le 11 mars 2024 pour un mandat de neuf ans. Affecté à la Section de première instance. Élu parmi le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (liste A).

Avant d'être élu juge à la Cour pénale internationale, M. Nicolas Guillou a été juge de la mise en état aux Chambres spécialisées pour le Kosovo pendant quatre ans. Auparavant, il a travaillé comme chef de cabinet de la Présidente du Tribunal spécial pour le Liban (2015-2019) et magistrat de liaison auprès du Département de la justice américain (2012-2015) où il était chargé de faciliter l'entraide judiciaire dans des affaires pénales et civiles. Entre 2006 et 2012, le juge Guillou a occupé plusieurs postes au Ministère français de la justice, d'abord adjoint au chef du bureau du droit commercial, et ensuite conseiller pour les affaires pénales puis conseiller diplomatique du ministre. Il a commencé sa carrière comme juge d'instruction. Le juge Guillou est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en droit pénal international et européen de l'Université de la Sorbonne. Il est diplômé de l'École nationale de la magistrature, où il enseigne et gère des programmes de formation en matière de justice internationale à l'intention de juges.



Mme la juge Beti Hohler (Slovénie)

Entrée en fonctions le 11 mars 2024 pour un mandat de neuf ans. Affectée à la Section de première instance. Éluée parmi le Groupe des États d'Europe Orientale (liste A).

La juge Hohler a, pendant la majeure partie de sa carrière, exercé le droit au sein de juridictions pénales internationales et internationalisées. Avant d'être élue au poste de juge, elle travaillait en tant que substitut du Procureur au Bureau du Procureur de la CPI. Avant son arrivée à la CPI en 2015, la juge Hohler travaillait pour la Mission « État de droit » de l'UE au Kosovo, conseillant des juges internationaux dans le cadre d'affaires pénales complexes. Elle a débuté sa carrière à Ljubljana (Slovénie), où elle a siégé à la Cour d'appel avant d'occuper le poste d'associée principale dans un cabinet d'avocats renommé. De 2006 à 2024, la juge Hohler a exercé les fonctions de rédactrice en chef adjointe des *Oxford Reports on International Law in Domestic Courts*. Elle a été membre du Comité sur la complémentarité en droit international pénal de l'Association de droit international et a contribué au principal Commentaire en langue anglaise du Statut de Rome. La juge Hohler est régulièrement invitée à former des juges et des avocats lors de manifestations internationales. Elle a dispensé des formations en matière de plaidoyer devant les tribunaux internationaux ainsi que sur les règles de fond du droit international pénal. Jusqu'en 2024, elle exerçait également à La Haye les fonctions de directrice de la formation à l'*Institute for International Legal and Advocacy Training* (institut pour la formation en droit et en plaidoirie), dont elle est la cofondatrice. La juge Hohler a reçu plusieurs prix, dont la Médaille du service de la Politique européenne de sécurité et de défense en 2012 pour son service au sein de la Mission « État de droit » de l'UE au Kosovo. Elle est titulaire d'un Master en droit de l'Université de Ljubljana (Slovénie) et d'un LLM en droit international et en droit européen de l'Université d'Amsterdam (Pays-Bas).



CourPenaleInternationale



CourPenaleInt



icc-cpi



IntlCriminalCourt

Ceci n'est pas un document officiel, il est destiné à l'information du public.

Cour pénale internationale : Oude Waalsdorperweg 10, 2597 AK La Haye (Pays Bas).

Adresse postale : Boîte postale 19519; 2500 CM, La Haye (Pays Bas). Tél. + 31 (0)70 515 8515; Télécopie +31 (0)70 515 8555.

www.icc-cpi.int